

Bruxelles, le 4.6.2020  
C(2020) 3508 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 4.6.2020**

**modifiant et rectifiant le règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme, le contenu, l'examen et l'approbation du prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

#### **1.1. Contexte général**

Le règlement Prospectus<sup>1</sup> a instauré un nouvel ensemble de règles harmonisées qui i) aide les entreprises qui lèvent des fonds sur les marchés des capitaux à investir et croître; ii) aide les investisseurs à prendre des décisions plus avisées, en meilleure connaissance de cause; et iii) favorise la convergence de la surveillance dans l'ensemble de l'Union. Le règlement Prospectus habilite la Commission, et l'oblige, à fixer certains détails des nouvelles règles.

Ainsi, l'article 9, paragraphe 14, l'article 13, paragraphes 1 et 2, l'article 14, paragraphe 3, l'article 15, paragraphe 2, et l'article 20, paragraphe 11, habilitent la Commission à adopter des actes délégués précisant:

- les informations à inclure dans le prospectus et ses documents liés;
- les critères d'examen et les procédures d'approbation du prospectus et du document d'enregistrement universel.

La base de l'acte délégué regroupant ces six habilitations (conformément aux règles pour l'amélioration de la réglementation) est l'avis technique remis par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) à la Commission le 31 mars 2018. L'AEMF a, en outre, conseillé à la Commission d'y introduire des dispositions similaires aux articles 4 à 20 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission<sup>2</sup>.

Le 14 mars 2019, la Commission a adopté l'acte délégué sous la forme du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission<sup>3</sup>.

#### **1.2. Objectifs du règlement délégué**

Le présent règlement délégué vise à modifier et rectifier le règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission. Toutes les modifications et rectifications exposées ci-après ont été présentées au groupe d'experts du comité européen des valeurs mobilières (EGESC), en la présence d'observateurs du Parlement européen, le 27 septembre 2019.

##### **1.2.1. Modifications du règlement délégué**

- Afin d'aligner pleinement le règlement délégué (UE) 2019/980 sur l'acte de base, toutes les références à des actions, des titres de créance et des instruments dérivés qui provenaient de l'avis technique de l'AEMF ou du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission ont été converties en références à des titres de capital et des titres autres

---

<sup>1</sup> Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE (JO L 168 du 30.6.2017, p. 12).

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les informations contenues dans les prospectus, la structure des prospectus, l'inclusion d'informations par référence, la publication des prospectus et la diffusion des communications à caractère promotionnel (JO L 149 du 30.4.2004, p. 1).

<sup>3</sup> Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme, le contenu, l'examen et l'approbation du prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant le règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission (JO L 166 du 21.6.2019, p. 26).

que de capital, au sens du règlement Prospectus. Pour ce faire, les grands principes suivants ont été constamment appliqués:

- (a) un prospectus établi pour une offre ou une admission à la négociation de titres de capital doit comprendre à la fois un document d'enregistrement et une note relative aux valeurs mobilières concernant les titres de capital;
- (b) un prospectus établi pour une offre ou une admission à la négociation de titres autres que de capital doit comprendre à la fois un document d'enregistrement et une note relative aux valeurs mobilières concernant les titres autres que de capital.

Durant l'examen du règlement délégué (UE) 2019/980, il est apparu que ces grands principes ne devraient pas s'appliquer à certains types de titres hybrides, tels que certains titres dérivés et certains titres échangeables ou convertibles. En vertu du règlement (CE) n° 809/2004, ces titres faisaient l'objet d'un double régime d'information, plus léger pour l'émetteur des titres de créance ou des titres dérivés, par opposition à l'émetteur des actions sous-jacentes. Étant donné que ces règles ont bien fonctionné et n'ont pas amoindri la protection des investisseurs, il conviendrait de soumettre les émetteurs de tels titres échangeables ou convertibles et de tels titres dérivés aux obligations d'information moins contraignantes applicables aux titres autres que de capital.

- Le règlement délégué (UE) 2019/980 impose à un émetteur qui fait usage de la faculté de publier son rapport financier annuel dans le document d'enregistrement universel de fournir l'intégralité du document d'enregistrement universel au format XHTML (eXtensible HyperText Markup Language), ce qui constitue une charge administrative disproportionnée. Il conviendrait donc de modifier l'article 24, paragraphe 4, et l'article 25, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2019/980 de façon à permettre à l'émetteur de ne soumettre au format XHTML que les informations du rapport financier annuel.
- Le règlement délégué (UE) 2019/980 définit la forme normalisée et l'ordre des parties du prospectus de croissance de l'Union, conformément au règlement Prospectus. Dans certaines circonstances, des informations supplémentaires sur les actions sous-jacentes, les titres dérivés et le consentement donné à l'utilisation du prospectus peuvent également être requises. Il conviendrait de modifier l'article 32 et les annexes 26 et 27 du règlement délégué (UE) 2019/980 afin d'y prévoir les espaces où insérer, le cas échéant, ces informations supplémentaires dans le prospectus de croissance de l'Union.
- Une inexactitude concernant les informations relatives aux rapports d'audit, qui concerne plusieurs annexes du règlement délégué (UE) 2019/980, devrait être rectifiée.
- L'annexe 4 du règlement délégué (UE) 2019/980 établit une liste de sections et de points d'information qu'un organisme de placement collectif doit fournir lorsque s'applique le régime d'information simplifié pour les émissions secondaires. Il conviendrait de modifier cette liste afin d'y inclure les informations sur les contrats importants et d'en exclure les informations financières pro forma.
- Dans la note relative aux valeurs mobilières pour les émissions secondaires de titres autres que de capital, la description de la nature, de la catégorie et du montant des titres offerts et/ou admis à la négociation, actuellement définie comme relevant de la catégorie A, devrait passer en catégorie B, dès lors que ces informations ne sont pas

connues dans tous leurs détails au moment de l'approbation du prospectus de base. En outre, aux fins d'un alignement sur les obligations d'information applicables aux émissions primaires, il conviendrait de préciser que, si le résumé du prospectus pour une émission secondaire de titres autres que de capital destinés aux investisseurs de détail contient un document d'informations clés pour un produit d'investissement packagé de détail et fondé sur l'assurance, ces informations devraient également figurer dans la note relative aux valeurs mobilières, dès lors que le résumé doit être cohérent avec les autres parties du prospectus. L'annexe 16 du règlement délégué (UE) 2019/980 devrait être modifiée en conséquence.

- Enfin, le nouveau règlement (UE) 2019/2115 du Parlement européen et du Conseil<sup>4</sup> a modifié l'obligation de publier la déclaration sur le fonds de roulement net dans le prospectus de croissance de l'Union, en la rendant applicable à tous les émetteurs de titres de capital indépendamment de leur capitalisation boursière. Il conviendrait de modifier l'article 32, paragraphe 1, point g), et l'annexe 26 du règlement délégué (UE) 2019/980 pour tenir compte de cette modification.

#### 1.2.2. Rectifications du règlement délégué

- Afin de garantir la pleine conformité au règlement Prospectus, il conviendrait de rectifier l'article 42, paragraphe 2, point g), du règlement délégué (UE) 2019/980 en précisant que l'appendice ne doit être soumis à l'autorité compétente par voie électronique sous une forme électronique permettant les recherches que lorsque cet appendice est exigible en application de l'article 26, paragraphe 4, du règlement Prospectus.
- Enfin, il conviendrait de rectifier une référence croisée erronée contenue à l'article 33, paragraphe 7.

## 2. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Afin de répondre aux préoccupations exposées ci-dessus, le présent règlement délégué propose les modifications et rectifications suivantes:

- son article 1<sup>er</sup> modifie les dispositions et annexes suivantes du règlement délégué (UE) 2019/980:
  - les articles 2, 4, 12, 13, 24, 25, 28, 30 et 32;
  - les annexes 1, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 16, 24, 25, 26 et 27;
- son article 2 rectifie les dispositions et annexes suivantes du règlement délégué (UE) 2019/980:
  - l'article 33, paragraphe 7, et l'article 42, paragraphe 2.

---

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2019/2115 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 2014/65/UE et les règlements (UE) n° 596/2014 et (UE) 2017/1129 en ce qui concerne la promotion du recours aux marchés de croissance des PME (JO L 320 du 11.12.2019, p. 1).

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 4.6.2020

**modifiant et rectifiant le règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme, le contenu, l'examen et l'approbation du prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE<sup>5</sup>, et notamment son article 13, paragraphes 1 et 2, son article 14, paragraphe 3, et son article 15, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission<sup>6</sup> précise les informations que les émetteurs de titres de capital et de titres autres que de capital sont tenus de publier. Les titres autres que de capital sont soumis à des obligations d'information moins strictes que les titres de capital. Certains titres de capital, tels que certains types de titres convertibles ou échangeables ou de titres dérivés, sont similaires à des titres autres que de capital avant d'être convertis ou avant que les droits qu'ils confèrent ne soient exercés. Il conviendrait donc de soumettre les émetteurs de ces titres convertibles ou échangeables ou titres dérivés aux obligations d'information plus légères applicables aux titres autres que de capital.
- (2) Conformément au règlement (UE) 2017/1129, les émetteurs peuvent utiliser un document d'enregistrement universel pour publier le rapport financier annuel exigé par la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>7</sup>. Le règlement délégué (UE) 2019/980 impose aux émetteurs qui font usage de cette faculté de fournir l'intégralité du document d'enregistrement universel au format XHTML (eXtensible HyperText Markup Language), ce qui constitue une charge administrative disproportionnée. Il conviendrait donc de modifier l'article 24, paragraphe 4, et

<sup>5</sup> JO L 168 du 30.6.2017, p. 12.

<sup>6</sup> Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme, le contenu, l'examen et l'approbation du prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant le règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission (JO L 166 du 21.6.2019, p. 26).

<sup>7</sup> Directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE (JO L 390 du 31.12.2004, p. 38).

l'article 25, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2019/980 de façon à permettre aux émetteurs de ne soumettre au format XHTML que les informations du rapport financier annuel.

- (3) Le chapitre II, section 3, du règlement délégué (UE) 2019/980, sur les informations supplémentaires à inclure dans le prospectus, s'applique à tous les types de prospectus, y compris le prospectus de croissance de l'Union. Étant donné que la forme et l'ordre des parties du prospectus de croissance de l'Union sont normalisés, il est nécessaire de préciser dans quel ordre doivent être publiées les informations relatives aux titres dérivés et, s'il y a lieu, aux actions sous-jacentes et/ou les informations à publier si un consentement à l'utilisation du prospectus est donné conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/1129. Il conviendrait d'actualiser l'article 32 et les annexes 26 et 27 du règlement délégué (UE) 2019/980 en conséquence.
- (4) L'article 2, point 4), du règlement (UE) 2019/2115 du Parlement européen et du Conseil<sup>8</sup> a modifié l'annexe V du règlement (UE) 2017/1129 en rendant l'obligation de publier la déclaration sur le fonds de roulement net dans le prospectus de croissance de l'Union applicable à tous les émetteurs de titres de capital, indépendamment de leur capitalisation boursière. Il conviendrait de modifier en conséquence l'article 32, paragraphe 1, point g), et l'annexe 26 du règlement délégué (UE) 2019/980.
- (5) Les annexes 1, 3, 6 à 9, 24 et 25 du règlement délégué (UE) 2019/980 exigent que, pour la plupart des titres de capital et des titres autres que de capital, les informations financières annuelles historiques fassent l'objet d'un audit indépendant et que le rapport d'audit soit élaboré conformément à la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>9</sup> et au règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil<sup>10</sup>. Elles prévoient également que, lorsque la directive 2006/43/CE et le règlement (UE) n° 537/2014 ne s'appliquent pas, si les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou s'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, ces réserves, modifications, limitations de responsabilité ou observations doivent être intégralement reproduites et assorties d'une explication. Afin de permettre aux investisseurs de prendre des décisions éclairées, il y aurait lieu de soumettre les émetteurs aux obligations d'information exposées ci-dessus, que la directive 2006/43/CE et le règlement (UE) n° 537/2014 s'appliquent ou non. Il conviendrait dès lors de modifier les annexes 1, 3, 6 à 9, 24 et 25 du règlement délégué (UE) 2019/980 en conséquence.
- (6) Lorsque le régime d'information simplifié pour les émissions secondaires est applicable, l'annexe 4 du règlement délégué (UE) 2019/980 impose aux organismes de placement collectif de fournir des informations provenant de certaines sections et certains points de l'annexe 3. Afin d'aligner ces obligations d'information sur celles applicables pour les émissions primaires, il y aurait lieu de modifier cette liste de

---

<sup>8</sup> Règlement (UE) 2019/2115 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 2014/65/UE et les règlements (UE) n° 596/2014 et (UE) 2017/1129 en ce qui concerne la promotion du recours aux marchés de croissance des PME (JO L 320 du 11.12.2019, p. 1).

<sup>9</sup> Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil (JO L 157 du 9.6.2006, p. 87).

<sup>10</sup> Règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission (JO L 158 du 27.5.2014, p. 77).

sections et de points, afin d'y inclure les informations sur les contrats importants et d'en exclure les informations financières pro forma.

- (7) Dans la note relative aux valeurs mobilières pour les émissions secondaires de titres autres que de capital, la description de la nature, de la catégorie et du montant des titres offerts ou admis à la négociation devrait relever de la catégorie B, de la même manière que pour les émissions primaires, dès lors que ces informations ne sont pas connues dans tous leurs détails au moment de l'approbation du prospectus de base. Aux fins d'un alignement sur les obligations d'information applicables pour les émissions primaires, il serait en outre nécessaire de préciser que, dans le cas des émissions secondaires de titres autres que de capital destinés aux investisseurs de détail, lorsque le résumé est remplacé en partie par les informations prévues à l'article 8, paragraphe 3, points c) à i), du règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil<sup>11</sup>, ces informations devraient également figurer dans la note relative aux valeurs mobilières. L'annexe 16 du règlement délégué (UE) 2019/980 devrait être modifiée en conséquence.
- (8) L'article 33, paragraphe 7, du règlement délégué (UE) 2019/980 fait erronément référence à l'annexe 22 de ce règlement, au lieu de l'annexe 23. Cette erreur devrait être rectifiée.
- (9) L'article 26, paragraphe 4, du règlement (UE) 2017/1129 dispose qu'un document d'enregistrement ou un document d'enregistrement universel notifié en vertu du paragraphe 2 de cet article doit comporter un appendice dans lequel figurent les informations clés concernant l'émetteur visées à l'article 7, paragraphe 6, de ce règlement. L'article 42, paragraphe 2, point g), du règlement délégué (UE) 2019/980 exige à tort qu'un tel appendice soit fourni dans tous les cas, et pas uniquement lorsqu'il est exigible. Cette erreur devrait être rectifiée.
- (10) Le règlement (UE) 2017/1129 et le règlement délégué (UE) 2019/980 sont entrés en application le 21 juillet 2019. Pour des raisons de sécurité juridique et pour ne pas soumettre les émetteurs à des charges administratives inutiles, il conviendrait de donner à l'article 1<sup>er</sup>, points 1) à 8), et à l'article 2 du présent règlement délégué la même date d'application que le règlement (UE) 2017/1129 et que le règlement délégué (UE) 2019/980.
- (11) Dans l'intérêt de la sécurité juridique, les prospectus approuvés entre le 21 juillet 2019 et le [Office des publications: veuillez insérer la date précédant la date d'entrée en vigueur du présent acte modificatif et rectificatif] devraient rester valides jusqu'à la fin normale de leur validité,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

#### *Article premier*

#### **Modifications du règlement délégué (UE) 2019/980**

Le règlement délégué (UE) 2019/980 est modifié comme suit:

- (1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

*«Article 2*

---

<sup>11</sup> Règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (JO L 352 du 9.12.2014, p. 1).

### **Document d'enregistrement pour les titres de capital**

1. Pour les titres de capital, le document d'enregistrement contient les informations visées à l'annexe 1 du présent règlement, à moins qu'il ne soit établi conformément à l'article 9, 14 ou 15 du règlement (UE) 2017/1129.
  2. Par dérogation au paragraphe 1, pour les titres suivants, lorsque ces titres ne sont pas des actions ou d'autres valeurs mobilières équivalentes à des actions, le document d'enregistrement peut être établi conformément à l'article 7 du présent règlement dans le cas de titres destinés à des investisseurs de détail ou conformément à son article 8 dans le cas de titres destinés au marché de gros:
    - a) les titres visés à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement;
    - b) les titres visés à l'article 19, paragraphe 2, du présent règlement, lorsque ces titres sont échangeables ou convertibles en actions qui ont été ou seront émises par une entité appartenant au groupe de l'émetteur et qui ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé;
    - c) les titres visés à l'article 20, paragraphe 2, du présent règlement, lorsque ces titres confèrent le droit de souscrire ou d'acquérir des actions qui ont été ou seront émises par une entité appartenant au groupe de l'émetteur et qui ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé;»
- (2) L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

#### *«Article 4*

### **Document d'enregistrement pour les émissions secondaires de titres de capital**

1. Un document d'enregistrement spécifique pour des titres de capital établi conformément à l'article 14 du règlement (UE) 2017/1129 contient les informations visées à l'annexe 3 du présent règlement.
  2. Par dérogation au paragraphe 1, pour les titres suivants, lorsque ces titres ne sont pas des actions ou d'autres valeurs mobilières équivalentes à des actions, le document d'enregistrement spécifique peut être établi conformément à l'article 9 du présent règlement:
    - a) les titres visés à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement;
    - b) les titres visés à l'article 19, paragraphe 2, du présent règlement, lorsque ces titres sont échangeables ou convertibles en actions qui ont été ou seront émises par une entité appartenant au groupe de l'émetteur et qui ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé;
    - c) les titres visés à l'article 20, paragraphe 2, du présent règlement, lorsque ces titres confèrent le droit de souscrire ou d'acquérir des actions qui ont été ou seront émises par une entité appartenant au groupe de l'émetteur et qui ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé;»
- (3) L'article 12 est remplacé par le texte suivant:

#### *«Article 12*

### **Note relative aux valeurs mobilières pour les titres de capital ou les parts émises par des organismes de placement collectif de type fermé**



1. Pour les titres de capital ou les parts émises par des organismes de placement collectif de type fermé, la note relative aux valeurs mobilières contient les informations visées à l'annexe 11 du présent règlement, à moins qu'elle ne soit établie conformément à l'article 14 ou 15 du règlement (UE) 2017/1129.

2. Par dérogation au paragraphe 1, pour les titres visés à l'article 19, paragraphes 1 et 2, et à l'article 20, paragraphes 1 et 2, du présent règlement, lorsque ces titres ne sont pas des actions ou d'autres valeurs mobilières équivalentes à des actions, la note relative aux valeurs mobilières est établie conformément à l'article 15 du présent règlement dans le cas de titres destinés à des investisseurs de détail ou conformément à son article 16 dans le cas de titres destinés au marché de gros.»

- (4) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:

*«Article 13*

**Note relative aux valeurs mobilières pour les émissions secondaires de titres de capital ou de parts émises par des organismes de placement collectif de type fermé**

1. Une note spécifique relative aux valeurs mobilières pour des titres de capital ou des parts émises par des organismes de placement collectif de type fermé établie conformément à l'article 14 du règlement (UE) 2017/1129 contient les informations visées à l'annexe 12 du présent règlement.

2. Par dérogation au paragraphe 1, pour les titres visés à l'article 19, paragraphes 1 et 2, et à l'article 20, paragraphes 1 et 2, du présent règlement, lorsque ces titres ne sont pas des actions ou d'autres valeurs mobilières équivalentes à des actions, la note spécifique relative aux valeurs mobilières est établie conformément à l'article 17 du présent règlement.»

- (5) À l'article 24, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Lorsqu'un document d'enregistrement universel est utilisé aux fins de l'article 9, paragraphe 12, du règlement (UE) 2017/1129, les informations visées dans cette disposition sont présentées conformément au règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission\*.

---

\* Règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission du 17 décembre 2018 complétant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (JO L 143 du 29.5.2019, p. 1).»

- (6) À l'article 25, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

«5. Lorsqu'un document d'enregistrement universel est utilisé aux fins de l'article 9, paragraphe 12, du règlement (UE) 2017/1129, les informations visées dans cette disposition sont présentées conformément au règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission\*.»

- (7) L'article 28 est remplacé par le texte suivant:

*«Article 28*

**Document d'enregistrement du prospectus de croissance de l'Union pour les titres de capital**

1. Un document d'enregistrement spécifique pour des titres de capital établi conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2017/1129 contient les informations visées à l'annexe 24 du présent règlement.

2. Par dérogation au paragraphe 1, pour les titres suivants, lorsque ces titres ne sont pas des actions ou d'autres valeurs mobilières équivalentes à des actions, le document d'enregistrement spécifique peut être établi conformément à l'article 29 du présent règlement:

- a) les titres visés à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement;
- b) les titres visés à l'article 19, paragraphe 2, du présent règlement, lorsque ces titres sont échangeables ou convertibles en actions qui ont été ou seront émises par une entité appartenant au groupe de l'émetteur et qui ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé;
- c) les titres visés à l'article 20, paragraphe 2, du présent règlement, lorsque ces titres confèrent le droit de souscrire ou d'acquérir des actions qui ont été ou seront émises par une entité appartenant au groupe de l'émetteur et qui ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé;»

(8) L'article 30 est remplacé par le texte suivant:

*«Article 30*

**Note relative aux valeurs mobilières du prospectus de croissance de l'Union pour les titres de capital**

1. Une note spécifique relative aux valeurs mobilières pour des titres de capital établie conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2017/1129 contient les informations visées à l'annexe 26 du présent règlement.

2. Par dérogation au paragraphe 1, pour les titres visés à l'article 19, paragraphes 1 et 2, et à l'article 20, paragraphes 1 et 2, du présent règlement, lorsque ces titres ne sont pas des actions ou d'autres valeurs mobilières équivalentes à des actions, la note spécifique relative aux valeurs mobilières est établie conformément à l'article 31 du présent règlement.»

(9) À l'article 32, paragraphe 1, le point e) est remplacé par le texte suivant:

«e) les informations visées à la section 1 de l'annexe 24 et à la section 1 de l'annexe 26 du présent règlement, ou les informations visées à la section 1 de l'annexe 25 et à la section 1 de l'annexe 27 du présent règlement, selon le type de valeurs mobilières;»

(10) À l'article 32, paragraphe 1, le point g) est remplacé par le texte suivant:

«g) pour les titres de capital, les informations visées au point 2.1 de l'annexe 26 du présent règlement et, lorsque les titres de capital sont émis par un émetteur dont la capitalisation boursière est supérieure à 200 000 000 EUR, les informations visées au point 2.2 de ladite annexe 26;»

(11) À l'article 32, paragraphe 1, les points p) et q) suivants sont ajoutés:

«p) lorsque des informations sur l'action sous-jacente sont exigées conformément à l'article 19, paragraphe 2, point b), ou paragraphe 3, ou à l'article 20, paragraphe 2, point b), du présent règlement, les informations visées à la

section 6 de l'annexe 26 ou les informations visées à la section 6 de l'annexe 27 du présent règlement, selon le type de valeurs mobilières;

- q) lorsque l'émetteur ou la personne chargée de rédiger le prospectus consent à son utilisation, comme visé à l'article 5, paragraphe 1, second alinéa, du règlement (UE) 2017/1129, les informations visées à la section 7 de l'annexe 26 ou à la section 7 de l'annexe 27 du présent règlement, selon le type de valeurs mobilières;»

- (12) L'article 46 *bis* suivant est inséré:

*«Article 4 bis*

**Prospectus approuvés entre le 21 juillet 2019 et le** [Office des publications: veuillez insérer la date précédant la date d'en vigueur du présent acte modificatif et rectificatif]

Les prospectus qui ont été approuvés entre le 21 juillet 2019 et le [Office des publications: veuillez insérer la date précédant la date d'entrée en vigueur du présent acte modificatif et rectificatif] restent valides jusqu'à la fin normale de leur validité.»

- (13) L'annexe 1 est modifiée conformément à l'annexe I du présent règlement;
- (14) L'annexe 3 est modifiée conformément à l'annexe II du présent règlement;
- (15) L'annexe 4 est modifiée conformément à l'annexe III du présent règlement;
- (16) L'annexe 6 est modifiée conformément à l'annexe IV du présent règlement;
- (17) L'annexe 7 est modifiée conformément à l'annexe V du présent règlement;
- (18) L'annexe 8 est modifiée conformément à l'annexe VI du présent règlement;
- (19) L'annexe 9 est modifiée conformément à l'annexe VII du présent règlement;
- (20) L'annexe 16 est modifiée conformément à l'annexe VIII du présent règlement;
- (21) L'annexe 24 est modifiée conformément à l'annexe IX du présent règlement;
- (22) L'annexe 25 est modifiée conformément à l'annexe X du présent règlement;
- (23) L'annexe 26 est modifiée conformément à l'annexe XI du présent règlement;
- (24) L'annexe 27 est modifiée conformément à l'annexe XII du présent règlement.

*Article 2*

**Rectifications du règlement délégué (UE) 2019/980**

- (1) À l'article 33 du règlement délégué (UE) 2019/980, le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:
- «7. Le résumé spécifique peut utiliser des rubriques pour présenter les informations visées aux sections 2, 3 et 4 de l'annexe 23 du présent règlement.»
- (2) À l'article 42, paragraphe 2, le point g) est remplacé par le texte suivant:
- «g) un appendice si l'article 26, paragraphe 4, du règlement (UE) 2017/1129 l'exige, sauf si aucun résumé n'est requis en vertu de l'article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa, dudit règlement;»

*Article 3*

**Entrée en vigueur et date d'application**

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Cependant, l'article 1<sup>er</sup>, points 1) à 8), et l'article 2 sont applicables à partir du 21 juillet 2019.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 4.6.2020

*Par la Commission*

*La présidente*

*Ursula VON DER LEYEN*